

LES PROPOSITIONS
DE
MARINE LE PEN
ET EMMANUEL MACRON



ELECTION PRESIDENTIELLE 2017

SUR L'AVENIR
DE L'INDUSTRIE EN FRANCE

Les propositions sont présentées en respectant
l'ordre alphabétique du nom des candidats.

EN INTRODUCTION...

A l'aune du nouveau quinquennat qui s'annonce, les responsables des fédérations des industries de la Chimie, de la Métallurgie, de l'Energie, ENERMINE et Industries transverses, et du Syndicat CFE-CGC des Industries Agro-alimentaires ont interpellé les candidats à la Présidence de la République sur la situation de l'industrie en France.

Depuis une douzaine d'années, les gouvernements ont pris des initiatives pour soutenir l'industrie, l'innovation technique ; le Crédit Impôt Recherche, créé en 1983 mais largement développé dans les années 2000, les pôles de compétitivité en 2005, le Conseil National de l'Industrie et ses 14 Comités Stratégiques de Filières en 2010, la Nouvelle France Industrielle en 2013, la Charte des Industries Agroalimentaires en 2010...

Ces initiatives sont favorables à l'industrie française, mais elles restent insuffisantes.

Pour chacune des fédérations, il y avait l'enjeu d'obtenir de chacun des principaux candidats à l'élection présidentielle, leurs propositions d'un projet industriel pour la France.

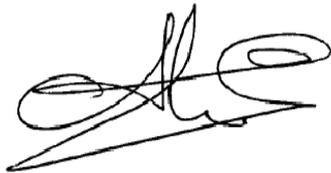
En toute impartialité, ce document vous livre les notes que nous avons pu prendre lors de nos rencontres avec les représentants des candidats Marine Le Pen et Emmanuel Macron.

Au soir du 7 mai, le .la. nouveau .nouvelle. président.e. de la République devra être convaincu.e. qu'il n'est point d'économie forte et durable sans une industrie forte !

De ce changement il.elle. devra être l'entrepreneur.

Cordialement à tous,

Gabriel Artero
Président CFE-CGC Métallurgie



Valérie Gayte
Présidente CFE-CGC
Industries Agro-alimentaires



Philippe Jaeger
Président CFE-CGC Chimie



William Viry-Allemoz
Secrétaire général CFE-CGC
Energies



Nathalie Lagrange
Présidente CFE-CGC ENERMINE
et industries transverses



Par ailleurs, les fédérations s'associent pleinement au communiqué de presse confédéral du 26/04/2017 indiquant que « indépendante de tout parti politique, la CFE-CGC s'abstient de toute consigne ou recommandation dans le choix souverain et confidentiel de chaque électeur », conformément aux statuts confédéraux et fédéraux.

MARINE LE PEN

Mettre en place un plan de ré-industrialisation dans le cadre d'une coopération associant l'industrie et l'État-stratège pour privilégier l'économie réelle face à la finance spéculative.

Soutenir les entreprises françaises face à la concurrence internationale déloyale par la mise en place d'un protectionnisme intelligent et le rétablissement d'une monnaie nationale adaptée à notre économie, levier de notre compétitivité.

Afin d'assurer la protection des consommateurs et la concurrence loyale, interdire l'importation et la vente de produits provenant de l'étranger qui ne respectent pas les normes imposées aux producteurs français. Parallèlement, soutenir le « Fabriqué en France » par un étiquetage obligatoire, clair et loyal sur l'origine des produits et denrées commercialisés en France.

Instaurer un vrai patriotisme économique en se libérant des contraintes européennes et en réservant la commande publique aux entreprises françaises si l'écart de prix est raisonnable. Réserver une partie de la commande publique aux PME.

Supprimer sur notre territoire la directive « détachement des travailleurs » qui y crée une concurrence déloyale inadmissible. **Mettre en place une taxe additionnelle sur l'embauche de salariés étrangers** afin d'assurer effectivement la priorité nationale à l'emploi des Français.

Assurer la protection des secteurs stratégiques et porteurs par un contrôle des investissements étrangers qui portent atteinte aux intérêts nationaux grâce à une Autorité de Sécurité Économique. Créer sous la tutelle de la Caisse des Dépôts et Consignations un fonds souverain avec la double mission de protéger les entreprises des fonds voutour ou des OPA hostiles et de prendre des participations dans des secteurs porteurs.

Créer un secrétariat d'État dédié aux mutations économiques rattaché au ministère des Finances afin d'anticiper les évolutions des formes de travail liées aux nouvelles technologies (ubérisation, robotisation, économie du partage...). En coopération avec les secteurs concernés, établir une nouvelle régulation pour préserver une concurrence loyale.

Fixer l'innovation en France en empêchant en cas de subvention publique que la société soit cédée à une société étrangère pendant dix ans. **Promouvoir les secteurs stratégiques de la recherche et de l'innovation**, en augmentant la déductibilité fiscale des dons. **Augmenter de 30 % le budget public de la recherche** (pour le porter à 1 % du PIB).

Abaisser les charges sociales des TPE-PME de façon lisible et significative en fusionnant l'ensemble des dispositifs d'allègement des charges sociales de manière dégressive (le CICE sera transformé en allègement de charges et entrera dans le dispositif). Cet allègement de charges sera conditionné au maintien de l'emploi.

Maintenir le dispositif à taux réduit à 15 % de l'impôt sur les sociétés pour les TPE-PME et créer un taux intermédiaire à 24 % (au lieu de 33 %) pour les PME. Fluidifier la transmission d'entreprises en accordant l'exonération totale des plus-values de cession des actions et parts sociales des PME-PMI au bout de sept ans.

Imposer à l'État et aux collectivités territoriales le respect des délais de paiement en appliquant des pénalités réellement impératives et automatiques.

Libérer l'accès au crédit pour les petites et très petites entreprises grâce à des taux préférentiels sous la supervision de la Banque de France afin de remettre la finance au service de l'économie réelle.

Diviser par deux le taux d'intérêt maximum (taux d'usure) pour les emprunts et les découverts bancaires (agios) pour les entreprises et les ménages.

Faire de la France une terre d'innovation : recentrer le Crédit Impôt Recherche vers les PME et les startups, diriger une part de l'assurance-vie (2 %) vers le capital-risque et les startups et inciter les grands groupes à créer leur propre fonds dans les entreprises innovantes.

Refuser les traités de libre-échange (TAFTA, CETA, Australie, Nouvelle-Zélande, etc.). Développer les circuits courts de la production à la consommation, en réorganisant les filières.

Défendre la qualité : afin de lutter contre la concurrence déloyale, interdire l'importation de produits agricoles et alimentaires qui ne respectent pas les normes de production françaises en matière de sécurité sanitaire, de bien-être animal et d'environnement. Imposer la traçabilité totale de l'origine géographique et du lieu de transformation sur l'étiquette, afin de garantir la transparence et l'information complète des consommateurs.

Pour préserver l'environnement, rompre avec le modèle économique fondé sur la mondialisation sauvage des échanges et le dumping social, sanitaire et environnemental ; la véritable écologie consiste à produire et consommer au plus près et retraiter sur place.

Développer massivement les filières françaises des énergies renouvelables (solaire, biogaz, bois...) grâce à un protectionnisme intelligent, au patriotisme économique, à l'investissement public et privé et aux commandes d'EDF. Décréter un moratoire immédiat sur l'éolien.

Pour maintenir, moderniser et sécuriser la filière nucléaire française, engager le Grand Carénage, et garder le contrôle de l'État sur EDF, en lui redonnant une véritable mission de service public. Refuser la fermeture de la centrale de Fessenheim.

Soutenir une filière française de l'hydrogène (énergie propre), par un appui de l'État en matière de recherche et développement, afin de réduire notre dépendance au pétrole.

Interdire l'exploitation du gaz de schiste, tant que des conditions satisfaisantes en matière d'environnement, de sécurité et de santé ne seront pas réunies, et appliquer le principe de précaution en interdisant les OGM.

EMMANUEL MACRON

Nous réduirons le coût du travail.

Nous aiderons les entreprises à embaucher en baissant les cotisations sociales employeurs de 6 points en remplacement du CICE, et jusqu'à 10 points au niveau du SMIC : les employeurs économiseront près de 1800 euros par an et par salarié au SMIC, 2200 euros par an pour un salarié payé 3000 euros bruts par mois.

Nous lancerons un grand Plan d'investissement de 50 milliards d'euros.

Ce plan sur 5 ans sera mis au service des qualifications de tous les citoyens, de la transition écologique, de la révolution numérique, de la modernisation des services publics et de la rénovation urbaine.

Nous soutiendrons l'investissement privé.

Nous baisserons l'impôt sur les sociétés de 33,3% à 25% pour rejoindre la moyenne européenne. Nous transformerons le CICE en allègements de charges pérennes, et l'ISF en « Impôt sur la Fortune Immobilière » sans accroître la fiscalité actuelle sur l'immobilier et les droits de succession, et sans taxer ce qui finance les entreprises et l'emploi. Nous créerons un prélèvement unique sur les revenus du capital, de l'ordre de 30%.

Nous créerons un Fonds pour l'industrie et l'innovation.

Doté de 10 milliards d'euros issus des actions d'entreprises possédées de manière minoritaire par l'État, il servira à financer l'industrie du futur.

Nous placerons la France en tête du combat contre les perturbateurs endocriniens et les pesticides.

Ils sont l'une des principales causes de l'augmentation des cancers des enfants depuis 20 ans.

Nous ferons de la France le leader mondial de la recherche sur la transition environnementale.

Les spécialistes étrangers bénéficieront de formalités d'accueil accélérées.

D'ici 2022, 50% des produits proposés par les cantines scolaires et les restaurants d'entreprise devront être bio, écologiques ou issus de circuits courts.

Nous diviserons par deux le nombre de jours de pollution atmosphérique.

Nous remplacerons les vieux véhicules polluants en créant une prime de 1000 euros pour acheter un véhicule neuf ou d'occasion moins polluant.

Nous créerons une banque de données numériques.

Les administrations chargées d'autoriser des activités (l'ouverture d'un hôtel, ou l'obtention d'une licence de chauffeur privé, ...) devront mettre à disposition leurs données. Face aux géants étrangers, des nouvelles start-ups pourront ainsi s'adresser par exemple à tous les hôteliers pour leur offrir de nouveaux services.

Nous imposerons les grands groupes de l'Internet sur leur chiffre d'affaires réalisé sur notre sol.

Pour cela, la lutte contre l'optimisation fiscale sera une priorité de notre action européenne.

Nous nous battons contre les abus liés au travail détaché.

Nous devons limiter à un an la durée autorisée de séjour d'un travailleur détaché dans notre pays et redéfinir au niveau européen les règles du détachement pour mettre fin à toutes les formes de concurrence sociale déloyale.

Nous construirons une Europe qui développe nos emplois et notre économie.

Pour pouvoir investir beaucoup plus qu'aujourd'hui, nous voulons un budget de la zone euro voté par un Parlement de la zone euro et exécuté par un ministre de l'Économie et des Finances de la zone euro.

Nous lutterons contre les arrangements fiscaux entre États et entreprises multinationales.

Ils faussent la concurrence en Europe, comme celui entre Apple et l'Irlande qui a été sanctionné. La France se montrera exemplaire en ce domaine.

Nous réserverons l'accès aux marchés publics européens aux entreprises

qui localisent au moins la moitié de leur production en Europe dans le cadre d'un Buy European Act.

Nous généraliserons Erasmus et l'étendrons aux apprentis.

200 000 étudiants et apprentis français partiront chaque année dans un pays de l'Union européenne.

Nous construirons une Europe qui nous protège.

Nous proposerons avec l'Allemagne une Europe de la défense associant les pays volontaires, en créant un Fonds européen de défense qui financera des équipements militaires communs (comme les drones européens) et un Quartier Général européen permanent.

Nous construirons une Europe qui protège nos industries stratégiques.

Nous voulons un mécanisme de contrôle des investissements étrangers en Europe afin de préserver nos secteurs stratégiques.

Dans la discussion du Brexit, nous défendons l'intégrité du marché unique européen.

Toutes les entreprises qui y accèdent doivent être soumises aux mêmes disciplines.

Nous créerons un marché unique du numérique en Europe.

Un fonds de capital-risque permettra de financer le développement des start-ups européennes.

Nous créerons un marché unique de l'énergie en Europe.

Nous fixerons un prix plancher du carbone dans les pays de l'Union.

LE CREDIT IMPOT RECHERCHE



Il serait conservé mais réorienté vers les TPE-PME-PMI, c'est une priorité totale.

Souhait de développement du nombre d'ETI (à multiplier par deux).

Le « made in France » est possible à condition que l'on change les traités européens, cela ne serait possible que si les traités européens sont modifiés.

Nous exigerons un étiquetage avec le pourcentage du « fabriqué en France » sur les produits.

Il faut retrouver notre souveraineté, budgétairement compris c'est à dire sortie de l'Euro et sortie de l'Europe ; retrouver un patriotisme économique et instaurer un protectionnisme « intelligent ».



LA BPI

«C'est un bon levier mais de plus en plus orienté « capital risque »... trop ! La BPI sera surveillée de près. Son rôle est à revoir potentiellement.»

FISCALITE DES ENTREPRISES

«Taux d'impôt sur les sociétés pour les TPE, PME et ETI à 24 % et extension du taux à 15 % jusqu'aux premiers 75 000 euros de chiffres d'affaires.»

LE CICE

«C'est un objet comptable non identifié.

Il deviendrait une baisse des charges directes que nous réserverions à TPE-PME-ETI.

Les deux seuls leviers utilisés aujourd'hui sont les leviers fiscal et social, et considérés comme les optimums économiques pour les ultra-échangistes. Nous devons réinjecter deux autres variables: le patriotisme économique et le patriotisme intellectuel.

A pérenniser mais à transformer en baisse de charges et fusionner avec les dispositifs existants. 40 à 50 milliards réservés aux TPE PME et ETI.

20 % du salaire de chaque française pourrait relever du CICE serait éligible.»

TRANSITION ENERGETIQUE

«Remis en cause de la loi TE. Plan d'investissement nécessaire de 1 600 milliards d'euros. Nécessite de se focaliser sur l'hydrogène et la pile à combustible. Nous favorisons la politique de Pile à combustible ex : Air liquide.»

LA R&D

« Nous investirons à fond sur l'hydrogène »
ex : Toyota/
Japon

L'EUROPE

«L'Allemagne est présentée comme la source de nos maux industriels.

Notre sortie de l'Euro permettrait un réajustement de compétitivité (par dévaluation du nouveau franc)...

Seuls les industriels allemands ont profité de l'Europe, c'est pourquoi il faudrait la quitter.»

CAPITAL-RISQUE ET CAPITAL DEVELOPPEMENT

«Dépôt d'un projet de loi au parlement pour remettre des coefficients de réserve obligatoire par la Banque de France, avec des niveaux élevés pour les hedges funds et des niveaux bas pour les entreprises. Objectif d'un fond de 32 milliards d'euros, avec affectation possible des fonds de l'assurance vie.»

ROLE DE L'ETAT

«Redéfinir l'Etat dans un rôle de stratège uniquement, en ayant retrouvé la souveraineté nationale, y compris budgétaire et monétaire, ce qui implique une sortie de l'Euro et de l'Union européenne. La sortie de l'UE et de l'Euro rendrait les produits français plus compétitifs vis-à-vis des produits allemands par exemple et ouvrirait donc de nouveaux marchés en Allemagne !

Mise en place de taxes à l'importation, notamment vis-à-vis de la Chine pour rétablir la balance commerciale.»

CONDITIONNEMENT DES AIDES FINANCIERES

«Les grands groupes n'ont pas besoin de l'Etat et trop de dividendes sont distribués par les entreprises du CAC 40. Le programme économique prévoit la conditionnalité des subventions à des garanties concernant le maintien des emplois sur territoire français sur une période de dix ans.»



VERB
DES REPRE
DES CAP
A LA PRES
20



L'EUROPE

« La politique industrielle doit être l'un des piliers de réinvention de l'Union Européenne. Face à la concurrence mondiale (US, Chine...) qui ont des capacités et une vitesse d'investissement plus rapide et efficace que nous, notre force, le bon niveau pour défendre nos intérêts industriels dans la mondialisation, c'est l'Europe.

Protéger l'industrie européenne du dumping pratiqué par certains pays, en particulier la Chine. L'Europe doit réagir plus vite et plus fort qu'elle ne le fait aujourd'hui.

Instaurer un contrôle européen sur les investissements étrangers afin de défendre ensemble nos entreprises stratégiques, cela en complément du décret Investissement Etranger en France (IEF).

Marchés publics : mettre en place un «Buy European Act» permettant de réserver l'accès aux marchés publics européens aux entreprises qui localisent au moins la moitié de leur production en Europe.

Viser à un dispositif européen pour investir massivement dans la transition écologique, le numérique...»

L'INDUSTRIE

« L'industrie est la grande absente de cette campagne présidentielle, mais l'industrialisation de la France reste la priorité.

Les deux lignes fortes du programme sont l'investissement productif et la formation tout au long de la vie. Concernant les mesures fiscales, la prolongation du surinvestissement n'est pas dans le programme. Emmanuel Macron compte mettre le paquet sur l'impôt sur les sociétés pour le mettre au niveau de la moyenne européenne de manière à rendre notre territoire plus attractif. Le Crédit impôt recherche (CIR) sera « sanctuarisé » sur la durée du quinquennat.»

AVENIR DU DIESEL

« E. Macron supprimera, progressivement sur la durée du quinquennat, les avantages fiscaux liés au diesel. »

POLES DE COMPETITIVITE

« Il y a un besoin évident de clarification pour donner de la visibilité et un nouveau souffle à la politique des pôles de compétitivité. Il faudra le faire en tirant les leçons tant des succès que de ce qui marche moins bien, et en tenant compte des particularités de chacun des pôles et des régions auxquelles ils sont rattachés...»

L'INDUSTRIE DU FUTUR

« La Nouvelle France industrielle sera poursuivie autour du projet Industrie du Futur. Ce dernier bénéficiera de moyens supplémentaires issus du fonds pour l'industrie et l'innovation.

La réussite du pilier consacré aux compétences de demain sera la clef. Il est essentiel que les représentants des salariés y soient associés activement.

CNI : conserver le dispositif, avec ses sections transversales, ses comités stratégiques de filières. Se poser vraiment la question quels CSF Régionaux sont vraiment utiles ! Revoir éventuellement le besoin réel dans les régions depuis leur redécoupage.

FONDS POUR L'INDUSTRIE ET L'INNOVATION

« Il s'agira d'une fondation dans laquelle seront logées 10 Md€ de participations publiques: ce sera donc 10 Md€ de capital de long terme qui resteront de façon pérenne dans nos entreprises.

Son rendement sera utilisé pour investir de façon durable dans l'accompagnement des transitions vers l'industrie 4.0 mais aussi sur la transition énergétique et écologique et ses retombées sur l'industrie en France

Mise en œuvre de moyens pour conserver l'outil productif en France.

Maintien du Comité Interministériel de Restructuration Industrielle (CIRI) et des commissaires au redressement productif.

ENERGIE

« Emmanuel Macron ne reviendra pas sur la fermeture de la centrale de Fessenheim. Pour le reste du parc nucléaire, nécessité d'attendre la position de l'ASN en 2018. Pas de remise en cause de la trajectoire des 50% en 2025 »

TAXE CARBONE

« Le prix du carbone est trop bas, il faut donc qu'il augmente, tout en protégeant certaines industries qui consomment du carbone dans leur processus de fabrication et non pas comme combustible (sidérurgie, cimenterie).

Sur la Directive européenne ETS (quota CO2), Emmanuel Macron s'est exprimé dans le sens du gouvernement allemand, alors que la ministre de l'environnement actuelle n'hésiterait pas à sacrifier la filière européenne de production d'acier.»

